



CONVENTION DE RESTAURATION ECOLOGIQUE DU RU DU FOND DE VAUX SUR LES COMMUNES DE SAINT-OUEN-L'AUMÔNE ET MERY-SUR-OISE

ENTRE :

Le Syndicat Mixte du Bassin de l'Oise en Val-d'Oise, sis, 2 Avenue du Parc, 95000 Cergy, représenté par son Président Monsieur Morgan TOUBOUL, dument habilité par délibération n°21-20 du Comité Syndical du 15 juillet 2021
Ci-après dénommé « Le SMBO »

Le Syndicat Mixte pour l'Aménagement de la Plaine de Pierrelaye, sis, 2 Avenue du Parc, 95000 Cergy, représenté par son Président Monsieur Bernard TAILLY, dument habilité par délibération n°XX du Comité Syndical du XX
Ci-après dénommé « Le SMAPP »

La Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, sis, Hôtel d'Agglomération, Parvis de la Préfecture, 95000 Cergy, représenté par son Président Monsieur Jean-Paul JEANDON, dument habilité par délibération n°XX du Conseil Communautaire du 10 juillet 2020
Ci-après dénommée « La CACP »

Préambule

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le SMBO est compétent en matière de Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA) sur certains affluents de l'Oise qui lui ont été confiés en gestion par ses membres.

Dans ce cadre, le SMBO assure la surveillance de ces cours d'eau et leur entretien, dans la limite de ses compétences et sans se substituer aux obligations des propriétaires riverains définies à l'article L215-14 du Code de l'Environnement. Il assure également des missions de restauration des milieux aquatiques afin de répondre aux enjeux de maintien ou d'atteinte du bon état écologique des masses d'eau de son territoire.

Le ru du Fond de Vaux a été historiquement artificialisé pour l'évacuation des eaux d'assainissement de la plaine de Pierrelaye. Il a été déplacé de son lit d'origine et canalisé. Aujourd'hui, il ne permet pas une épuration naturelle de l'eau ni ne constitue un habitat de qualité pour la faune et la flore.

Aussi, il est proposé une opération de restauration écologique sur sa partie aval, sur les 180 derniers mètres de son tracé, jusqu'à sa confluence avec l'Oise. Ce projet s'inscrit dans une démarche d'amélioration écologique du cours d'eau tout en intégrant les enjeux futurs du SMAPP et notamment la préservation des milieux boisés et l'accueil du public en conservant les cheminements existants.

L'opération consistant à remettre le cours d'eau dans son lit d'origine implique une modification de la propriété de celui-ci. De même, le changement de commune entraîne un changement de

gestionnaire au titre de la compétence GEMA. Aussi, il est nécessaire d'établir une convention pour définir l'ensemble des engagements des différentes parties prenantes pendant et après les travaux.

Il convient de préciser les termes utilisés dans la présente convention :

- **ENTRETIEN REGULIER DU COURS D'EAU** : Le Code de l'Environnement et notamment son article L215-14 précise que le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau afin de le maintenir dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives. **ENTRETIEN DE L'AMENAGEMENT** : L'entretien de l'aménagement est à la charge du SMBO, en tant que maître d'ouvrage, pour une durée de 3 ans après la réalisation des travaux. Il comprend notamment la garantie de reprise de la végétation, ainsi que tous les ajustements qui pourraient s'avérer nécessaires dans les premières années d'exploitation de l'aménagement.
- **GESTION DU COURS D'EAU** : La loi Gestion de l'Eau et des Milieux Aquatiques, introduit l'article L211-7 du Code de l'Environnement, qui permet aux collectivités territoriales d'entretenir et de restaurer les cours d'eau dès lors que ces opérations sont déclarées d'intérêt général. Le gestionnaire actuel du ru du Fond de Vaux est le SMBO. A l'issue des travaux, il s'agira de la CACP.
- Attention : L'entretien de l'aménagement, réalisé par le SMBO, et la gestion du cours d'eau, réalisée par le SMBO puis la CACP, ne se substituent pas aux obligations d'entretien régulier du cours d'eau qui incombent au propriétaire riverain, à savoir le SMAPP.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention vise à définir l'ensemble des engagements des différentes parties prenantes, propriétaires et gestionnaires, pendant et après travaux, dans le cadre de l'opération de restauration écologique du ru du Fond de Vaux sur sa partie aval (180 ml), sur les communes de Saint-Ouen-L'Aumône et Méry-sur-Oise.

Sont annexés à la présente convention :

- Annexe I : Avant-projet de travaux ;
- Annexe II : Avant-projet issu de l'étude de planification du SMBO (secteur 2)
- Annexe III : Plan d'implantation des ouvrages avant travaux ;
- Annexe IV : Plan d'implantation des ouvrages après travaux ;
- Annexe V : Plan de financement ;
- Annexe VI : Calendrier prévisionnel de réalisation.

Article 2 – MAITRE D'OUVRAGE ET MAITRE D'OEUVRE

Le SMBO, exerçant les compétences de Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA) pour le compte de la Communauté de Communes Vallée de l'Oise et des Trois Forêts (CCVO3F), sur laquelle se trouve le tracé actuel du ru du Fond de Vaux (commune de Méry-sur-Oise), assure la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des études et des travaux décrits à l'article 3 de la présente convention.

La CACP, exerçant les compétences de Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA), sur la commune de Saint-Ouen-l'Aumône, où sera déplacé le ru du Fond de Vaux, assurera la maîtrise d'ouvrage de tous types d'études et travaux nécessaires à l'échéance de la présente convention, soit 3 ans après les travaux.

Article 3 – NATURE DES TRAVAUX, ENTRETIEN DES AMENAGEMENTS ET GESTION FUTURE

3.1 Renaturation du cours d'eau

Les opérations que s'engage à réaliser le SMBO consistent en :

Eléments préalables (année N-1) :

- ☐ Analyse de sols pour démontrer l'innocuité des terres ;
- ☐ Constitution du Dossier Loi sur l'eau ;
- ☐ Constitution du Dossier de Déclaration d'Intérêt Général
- ☐ Levés topographiques avant travaux.

Travaux (année N) :

- ☐ Abattage des arbres pour la réception du futur tracé du cours d'eau ;
- ☐ Déplacement du cours d'eau sur 180 mètres linéaires et aménagement de sa confluence avec l'Oise ;
- ☐ Renforcement par apport de granulats grossiers sur la zone de jonction entre l'ancien tracé et le nouveau tracé pour éviter l'érosion ;
- ☐ Retrait des plaques bétons, comblement de l'ancien tracé par réemploi des déblais du chantier et ensemencement ;
- ☐ Exportation des déblais non réutilisables sur place ;
- ☐ Plantation d'hélophytes ;
- ☐ Création d'une mare annexe ;
- ☐ Remise en état des cheminements.

Entretien de l'aménagement (années N+1, N+2 et N+3) :

- ☐ Entretien des ouvrages : garantie de reprise de la végétation, fauche, ajustements divers ;
- ☐ Suivi de l'évolution du profil en long et en travers du cours d'eau ;
- ☐ Suivi écologique de la zone ;
- ☐ Surveillance du cours d'eau après les crues de l'Oise ou du ru du Fond de Vaux.

Dans le cas où l'entreprise réalisant les travaux proposerait d'autres solutions techniques, celles-ci seraient susceptibles d'être acceptées par le maître d'ouvrage.

3.2 Maintien de la continuité piétonne par la pose de passerelles en bois

3.2.1 Le long des berges de l'Oise

Les berges de l'Oise sont concernées par une servitude de halage (article L2131-2 à 6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques).

La présente convention ne change pas la répartition des compétences sur le chemin de halage, à savoir :

- Sur la commune de Méry-sur-Oise, le SMBO est compétent en matière de gestion des itinéraires de randonnée le long des berges de l'Oise. Aussi, il réalise les actions en fonctionnement et en investissement.
- Sur la commune de Saint-Ouen-l'Aumône, la CACP réalise les actions en investissement. Les actions en fonctionnement sont à la charge de la commune, qui en a transféré la compétence au SMBO par convention.

Au niveau de la confluence du ru du Fond de Vaux avec l'Oise, la continuité piétonne sera maintenue par la pose d'une passerelle en bois.

Le SMBO s'engage à poser la passerelle et à en assurer l'entretien pendant 3 ans puis à l'issue de la présente convention. Si la convention entre le SMBO et la commune de Saint-Ouen-l'Aumône n'était pas renouvelée, l'entretien de la passerelle reviendrait à la commune.

3.2.2 Le long du ru du Fond de Vaux

Le ru du Fond de Vaux n'est pas concerné par une servitude de passage.

Le chemin le long du cours d'eau se situe sur la commune de Méry-sur-Oise. Les travaux ne modifiant pas son tracé, la présente convention n'a pas d'incidence sur sa gestion.

Afin de permettre le franchissement du cours d'eau, deux passerelles en bois seront installées.

Le SMBO s'engage à poser les passerelles et à en assurer l'entretien pendant 3 ans. A l'issue de la convention, leur gestion sera rétrocédée au propriétaire de la parcelle, à savoir le SMAPP.

3.3 Mare connexe

Les travaux prévoient le creusement d'une mare de 30 m².

Le SMBO s'engage à réaliser les travaux de création de la mare et à l'entretenir pendant 3 ans. A l'issue de la convention, la gestion sera rétrocédée au propriétaire de la parcelle, à savoir le SMAPP.

Article 4 – ENGAGEMENTS DU SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE L'OISE EN VAL D'OISE

Le SMBO, exerçant les compétences de Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA) pour le compte de la Communauté de Communes Vallée de l'Oise et des Trois Forêts (CCVO3F), sur laquelle se trouve le tracé actuel du ru du Fond de Vaux (commune de Méry-sur-Oise) ;

S'engage à :

- ☐ Assurer le financement des travaux ;
- ☐ Assurer la consultation des entreprises et le suivi de l'exécution des travaux conformément au projet présenté à l'article 3 de la présente convention ;
- ☐ Renaturer l'ancien tracé du cours d'eau (retrait des plaques bétons, comblement de l'ancien tracé par réemploi des déblais du chantier et ensemencement) ;
- ☐ Assurer l'entretien de l'ouvrage jusqu'à échéance de la présente convention (3 ans après les travaux) ;
- ☐ Déployer les mesures de sécurité nécessaires au bon déroulement des travaux ;
- ☐ Informer par écrit le propriétaire riverain de la date du début des travaux et des tiers sollicités pour l'exécution de tout ou partie des travaux tels que définis à l'article 3 de la présente convention 15 jours ouvrés avant le début des opérations.

Cette information doit comprendre :

- L'objet du mandat ;
- Les noms et adresses des tiers mandatés ;
- La durée du mandat donnée pour l'exécution des travaux.

Article 5 – ENGAGEMENTS DU SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA PLAINE DE PIERRELAYE

Le SMAPP, propriétaire des parcelles A0028, A0019 et A1123, sur la commune de Méry-sur-Oise, où est situé le tracé actuel du ru du Fond de Vaux ;

S'engage à :

- ☐ Autoriser le SMBO à procéder à la restauration du cours d'eau et ainsi déplacer le tracé actuel vers son lit d'origine, quelques mètres en rive gauche, et remblayer l'ancien tracé ;
- ☐ Autoriser l'accès à ses propriétés pour l'exécution des travaux définis à l'article 3 de la présente convention, notamment en permettant aux équipes d'intervention mandatées pour l'exécution, d'effectuer sans entrave leurs missions ;
- ☐ Informer dans les plus brefs délais le SMBO de la cession de ses propriétés et à transmettre ladite convention au nouveau propriétaire ;
- ☐ Ne pas dégrader volontairement ou détruire les ouvrages installés et informer le SMBO pour tout constat de détérioration ;
- ☐ Accepter de recevoir les deux passerelles permettant la continuité piétonne le long du cours d'eau.

Actuellement, les parcelles G0198, G0200, G0179, G0178, G0177, G0184, et G0491 sur la commune de Saint-Ouen-l'Aumône, où sera déplacé le ru du Fond de Vaux, et de la parcelle A1188, sur la commune de Méry-sur-Oise, où est situé le tracé actuel du cours d'eau sont propriété d'HAROPA.

L'acquisition des parcelles par le SMAPP est une condition suspensive à la réalisation des travaux.

Le SMAPP, en tant que futur propriétaire de tout ou partie de ces parcelles, s'engage à :

- ☐ Acquérir les parcelles suscitées de manière à pouvoir réaliser les travaux et à entretenir le ru (nécessité de garder une bande de 10 mètres de part et d'autre du futur tracé du ru) et d'en informer dans les plus brefs délais le SMBO
- ☐ Recevoir la remise dans son lit d'origine du cours d'eau, quelques mètres en rive gauche de son tracé actuel, sur ses propriétés ;
- ☐ Devenir le propriétaire du cours d'eau au titre du Code de l'Environnement et en assumer les obligations d'entretien inhérentes, rappelée en introduction de la présente convention ;
- ☐ Autoriser l'accès à ses propriétés pour l'exécution des travaux définis à l'article 3 de la présente convention, notamment en permettant aux équipes d'intervention mandatées pour l'exécution, d'effectuer sans entrave leurs missions.
- ☐ Ne pas dégrader volontairement ou détruire les ouvrages installés et informer le SMBO pour tout constat de détérioration.
- ☐ Accepter de recevoir la passerelle permettant la continuité piétonne le long des berges de l'Oise.

Article 7 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY-PONTOISE

La CACP, exerçant les compétences de Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA), sur la commune de Saint-Ouen-l'Aumône, où sera déplacé le ru du Fond de Vaux ;

S'engage à :

- ☐ Assumer les responsabilités de l'entité exerçant la GEMA à l'issue de la convention, soit 3 ans après les travaux ; La CACP ne se substituera pas aux propriétaires fonciers pour l'entretien courant du cours d'eau.
- ☐ Financer à hauteur de 50 % les travaux déduction faite des aides perçues pour le projet.

Article 8 - RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

Du SMBO :

Le SMBO en tant que maître d'ouvrage et maître d'œuvre est responsable de plein droit, pendant toute la durée de la présente convention, des dommages causés aux personnes ou aux biens résultant des actions consécutives aux travaux d'aménagement et d'entretien des berges définis à l'article 3 de la présente convention, sauf cas de force majeure.

A ce titre, le SMBO est assuré en responsabilité civile vis-à-vis des tiers, et notamment des propriétaires riverains, et s'engage à vérifier que tout prestataire qu'il ferait intervenir pour son compte l'est également, dans les mêmes termes, avant toute intervention de sa part.

Des propriétaires, à savoir le SMAPP :

L'entretien régulier du cours d'eau est à la charge du propriétaire riverain, selon les modalités précisées dans l'article L215-14 du Code de l'Environnement.

Dans ce cadre, le propriétaire est responsable des dommages causés par lui ou par un tiers intervenant pour son compte .

Article 9 : PROPRIETE DES OUVRAGES

Le cours d'eau appartient au propriétaire du fond, à savoir : le SMAPP avant et après les travaux.

Les deux passerelles installées pour maintenir la continuité piétonne le long du cours d'eau appartiennent au propriétaire du ru du Fond de Vaux, à savoir le SMAPP.

Article 10 : Droit de propriété

Le propriétaire reste libre de la jouissance de ses biens.

Le propriétaire reste soumis aux obligations du Code de l'Environnement, et notamment son article L215-14 qui précise qu'ils sont tenus à un entretien régulier du cours d'eau afin de le maintenir dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives.

L'entretien assuré par le SMBO pendant 3 ans après les travaux concerne exclusivement l'entretien de l'ouvrage. Le SMBO ne se substitue pas aux obligations du propriétaire riverain du cours d'eau.

De même, la CACP qui récupérera la gestion du cours d'eau à l'issue de la convention, soit 3 ans après les travaux, ne se substituera pas aux obligations d'entretien régulier des propriétaires riverains.

Toute opération non prévue dans la présente convention et l'avant-projet de travaux annexé, sera soumise au préalable à l'accord des propriétaires.

Article 11 : DISPOSITIONS FINANCIERES

11.1 Le financement de l'opération

Le coût des opérations sera supporté par les gestionnaires de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA), à savoir le SMBO et la CACP.

Les coûts sont répartis entre ces deux organismes à parts égales déduction faite des aides possibles.

L'opération est évaluée à environ 257 985 €HT.

11.2 Modalités de versement

Le versement des fonds sera réalisé à l'issue des travaux et sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses validé par le Payeur Départemental et du bilan financier à la suite du versement des aides des financeurs.

11.3 Facturation et recouvrement

Les sommes dues au SMBO au titre de la présente convention seront réglées dans un délai de 30 jours, à compter de la date de réception de l'appel de fonds. Le maître d'ouvrage ne devant pas supporter de frais financiers induits par les retards de règlement, la CACP s'engage à respecter le délai de règlement. A défaut, le montant dû serait passible d'intérêts moratoires calculés au taux légal.

Les dates et références des paiements seront portées à la connaissance du SMBO par courriel à l'adresse suivante : smbo@valdoise.fr

La CACP se libèrera des sommes dues au titre de la présente convention par mandat administratif au compte du SMBO :

Code SIRET : 259 502 623 000 12

IBAN : FR 18 3000 1006 5100 0000 5006 908

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code Etablissement	Code Guichet	N° compte	Clé RIB
Syndicat mixte des berges de l'Oise	Paierie départementale du Val d'Oise BDF Pontoise	30001	00651	C 9560000000	97

ARTICLE 12 – GESTION DES ECARTS

12.1 Information du SMBO sur les écarts

En cas de dépassement de l'estimation en euros constants visée à l'article 11 de la présente convention à quelque stade d'avancement de l'opération que ce soit, la CACP devra être immédiatement informée par le SMBO.

En tout état de cause, la CACP devra être informée de l'actualisation du coût projeté au terme de l'opération, même s'il n'y a pas de dépassement du besoin de financement, avant la signature des contrats pour la réalisation des travaux.

Les écarts ne pourront être supérieurs à 5 % du montant prévisionnel des travaux.

12.2 Economies par rapport au besoin de financement

En cas d'économies, c'est-à-dire si le montant des dépenses courantes reste inférieur ou égal au besoin de financement actualisé conformément aux dispositions de l'article 11 de la présente convention, la participation de la CACP sera ajustée en conséquence. En cas de trop-perçu, la CACP sera remboursée à due concurrence.

Article 13 - DURÉE ET SUIVI DE LA CONVENTION

Durée de la convention :

La présente convention est conclue pour **une durée de 6 ans, reconductible tacitement jusqu'à complète exécution des travaux** et entre en vigueur à la date de sa signature par les parties.

Suivi de la convention :

Le mobilier installé restera en place jusqu'à ce qu'une des parties émette le souhait de s'en défaire. Dans ce cas, la partie devra mentionner par courrier sa motivation et la transmettre au SMBO qui répondra sous 15 jours afin de trouver un arrangement ou un retrait du mobilier concerné.

ARTICLE 14 - PROLONGATION DE LA DURÉE DE LA CONVENTION

En cas de facteurs défavorables à la bonne exécution des travaux (conditions météorologiques particulièrement défavorables, montée des eaux...), le SMBO peut proroger la durée de la présente convention, pour mener à bien les travaux nécessaires.

Pour ce faire, le SMBO transmet sa demande de prorogation par écrit aux parties, une semaine avant l'échéance du délai initial, en précisant les raisons justifiant la prorogation, le lieu et les prestations concernées. Le délai de report ne peut excéder la durée initiale de la convention.

Les parties ne peuvent s'opposer à cette prorogation, indépendante de la volonté du SMBO, qu'en cas de nécessité impérieuse.

A l'issue de cette convention, une convention spécifique pour le mobilier présent sur les parcelles sera réalisée avec chaque propriétaire du fond.

Article 15 - MODIFICATION ET RÉSILIATION DE PLEIN DROIT DE LA CONVENTION

Il ne peut être mis fin à la présente convention par l'une ou l'autre des parties signataires, en dehors de l'expiration des périodes prévues aux articles 13 et 14 de la présente convention, qu'en cas de manquement à l'une de leurs obligations prévues aux articles 3 et 4, par lettre recommandée avec accusé de réception, 30 jours après mise en demeure restée sans effet et ce, sans préjudice des dommages et intérêts éventuels susceptibles d'être réclamés en réparation du préjudice subi.

Article 16 – JURIDICTION COMPETENTE

Les litiges entre les parties relatives à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention, sont, dès lors qu'ils ne sont pas réglés à l'amiable, soumis aux Tribunaux administratifs territorialement compétents.

Un exemplaire de la présente convention est remis à chaque signataire.

Fait en 3 exemplaires originaux,

A

Le

Monsieur Morgan TOUBOUL	Monsieur Jean-Paul JEANDON
Président du SMBO	Président de la CACP

Monsieur Bernard TAILLY
Président du SMAPP